

La gestion paysanne de l'eau ne coule pas de source

Pour la première fois, le Forum mondial de l'eau abordait la question de l'accessibilité de l'eau pour les paysans.

« Le temps des solutions ». Telle était l'ambition affichée de ce sixième Forum mondial de l'eau, qui se déroulait mi-mars à Marseille, où Veolia et EDF tutoyaient représentants gouvernementaux et agences de l'eau. Coordination Sud, plate-forme d'associations de solidarité internationale, y organisait un atelier intitulé « Rendre l'eau accessible aussi aux agriculteurs : une réponse aux défis de la production et de la sécurité alimentaire ». Devant un auditoire clairsemé, Yves Richard du Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) a rappelé : « Si la petite agriculture représente 2,5 milliards de paysans, soit 70 % de la production agricole mondiale, ce n'est que la première fois que le Forum traite de la petite paysannerie. » Une aberration soulignée par le fait que 70 % de l'eau mondiale est consommée par l'agriculture. Yves Richard a affirmé également qu'il existe des démarches ascendantes pour travailler, par exemple, avec les associations agricoles d'irrigation car elles représentent « un capital de valeurs humaines, d'esprit de coopération et de règles de gestion collective de l'eau ».

POUR UNE GESTION PAYSANNE

Thierry Ruf, géographe à l'Institut de recherche pour le développement, est ensuite intervenu en tant que chercheur au sein d'un réseau méditerranéen de territoires à gestion paysanne de l'eau¹. Selon lui, un pouvoir étatique organisateur de la gestion de l'eau

a émergé dans le bassin méditerranéen dès le XIX^e siècle, ce qui s'est traduit sur la rive Nord de la Méditerranée par une gestion publique de l'eau qui s'est fait plus ou moins en continuité avec les traditions locales, alors que la rive Sud, l'épisode colonial a eu pour conséquence une véritable destruction des règles de partage de l'eau. La marginalisation des paysans de cette zone a entraîné une gestion centralisatrice de l'eau et l'émergence d'un « individualisme hydraulique ». Malgré une urbanisation croissante, Thierry Ruf parle de « culture du conflit et de la résolution locale paysanne » en Méditerranée. « La création de structures s'inspirant de la justice coutumière de proximité pour régler les conflits ou l'utilisation de la déclaration d'utilité publique comme outil de gestion de l'irrigation agricole, sont des dispositifs favorisant une gestion paysanne de l'eau », indique le chercheur.

Enfin, alors que dans les pays du Sud les paysans sont principalement des femmes, Sheelu Francis, représentante d'un collectif de paysannes indiennes, a pris la parole pour exprimer « le besoin d'autonomie politique des femmes qui, désormais, ont un rôle officiel dans certains villages en Inde pour mieux planifier la gestion de l'eau ». Ces paysannes ont même retrouvé, après quarante ans de « révolution verte », des semences fermières résistantes à la sécheresse et renoué avec des pratiques agro-écologiques pour mieux optimiser la gestion de l'irrigation.



Le Forum alternatif mondial de l'eau s'opposait au processus de mondialisation capitaliste des services de l'eau et de l'assainissement, piloté notamment par les acteurs du Forum mondial de l'eau.

Des initiatives qui coulent de source ? Pas si sûr, car comme l'affirme un représentant du CCFD : « On parle de "temps des solutions" mais au Forum mondial de l'eau, la solution prônée est justement la disparition de la petite paysannerie. Les paysans savent optimiser la gestion de l'eau sur un territoire, c'est donc eux la solution ! » Une intervention qui a le mérite d'être claire comme de l'eau de roche.

¹ - www.isiimm.agropolis.org.

■ MICKAËL CORREIA
(TRANSRURAL)



4 vivre ensemble

Société

- Évaluer la Réforme générale des politiques publiques 4
- Du poison dans le bocage 4-5

Agriculture

- Territoire : de la contrainte aux atouts pour les agriculteurs 6
- L'agriculture se féminise, mais quelles perspectives pour tous? 7

Initiative

- Le Séquestre, une histoire de « seaulidarité » 8

Politique

- À la campagne, Le Pen dépasse les borgnes 9

10 ménager les ressources

Forum de l'eau

- La gestion paysanne de l'eau ne coule pas de source 10
- « Les petits paysans ont un usage efficient de l'eau! » 11

Initiative

- Villes lentes ou en transition? 12

I à VIII DOSSIER

Index

Retrouvez les articles et dossiers de *Transrural initiatives* publiés d'avril 2011 (n°405) à avril 2012 (n°415), ainsi que les livres chroniqués et les sites Internet recensés par Alain Chanard.



14 un autre développement

Société

- Pour une agriculture intensément écologique 14 à 16

Médiation

- Voyage auprès de leurs arbres 17

Initiative

- Les microbrasseries en ébullition 18-19

20 découvrir

- En revues 20-21
- Au fil des lectures 22-23
- Agenda 24



TRANSRURAL

initiatives

ABONNEZ-VOUS !

La revue associative des territoires ruraux

Transrural initiatives est une revue mensuelle portée par des mouvements associatifs d'éducation populaire à vocation rurale et agricole.

En s'appuyant sur un comité de rédaction composé d'acteurs du développement rural (animateurs, militants associatifs), associés à des journalistes, elle propose une lecture de l'actualité et des enjeux concernant les espaces ruraux qui privilégie les réalités de terrain et valorise des initiatives locales et innovantes. La revue appréhende ces territoires dans la diversité de leurs usages et met en avant des espaces où il est possible d'habiter, de se déplacer, de s'instruire, de se cultiver, de produire, de se distraire et de tisser des liens. Ces expériences locales illustrent concrètement des alternatives au modèle de développement économique dominant, marqué par la mise en concurrence généralisée, la disparition des solidarités et l'exploitation aveugle des ressources naturelles.

Transrural entend sortir de la morosité ambiante et invite à l'action ! Dans chaque numéro, un dossier thématique permet d'approfondir une question (ex. : Le rural a rendez-vous avec la ville ; La forêt, entre patrimoine financier et naturel ; L'agriculture locale, nouveau champ d'action politique des collectivités).

Sans publicité, à but non lucratif, la revue assure son fonctionnement et son indépendance grâce aux abonnements.



BON D'ABONNEMENT

Pour 11 numéros / an :

- Particuliers 50 € ; étudiants – chômeurs 40 € ; institutions, bibliothèques, associations 75 € ; abonnements groupés (à partir de 5 personnes) 40 € l'unité ; découverte 3 mois 20 € ; soutien 100 €.
- Abonnement 2 ans : particuliers 90 € ; institutions 140 €.
- À l'étranger : particuliers 60 € ; institutions 85 €.

Société :

Nom : Prénom :

Adresse :

Comment avez-vous connu Transrural ? :

Je souhaite recevoir une facture : OUI NON

Si vous souhaitez faire découvrir la revue à un ami, indiquez ici ses coordonnées, nous lui enverrons un numéro :

Nom : Prénom :

Adresse

Règlement par chèque à l'ordre de Transrural Initiatives ou par mandat administratif
à envoyer à Transrural Initiatives - 2, rue Paul Escudier - 75009 Paris
transrural@globenet.org